



**Ils disent non au transfert  
du service de recouvrement**

**Jeudi 20 août 2015**



*Les Castanéens sont surpris*

À partir du 1er janvier 2016, la trésorerie de Castanet ne remplira plus sa mission concernant le recouvrement des impôts sur le revenu et des impôts locaux (taxe d'habitation et taxe foncière). Telle est la nouvelle la volonté affichée de la Direction Régionales des Finances publiques de la région de Midi-Pyrénées de transférer ce service vers centre de Toulouse Rangueil. **Les agents de la perception de Castanet, épaulés par le syndicat CGT Finances Publiques ont alerté la population sur cette démarche stratégique de la direction que tout le monde réfute. Après une première manifestation début juillet, une présence aux quatre coins du marché de mardi a démontré que la mobilisation ne faiblit pas, de nombreux utilisateurs ont immédiatement signé la pétition afin de protester contre cette fermeture.**

Forts de l'appui de la mairie, du Sicoval et du conseil général (vœux adoptés à l'unanimité), ils ont porté à la connaissance de la population cette restructuration qui ne va pas sans conséquence.

À Castanet, c'est plus de 7 000 personnes qui sont concernées. **«Nous avons du mal à comprendre cette décision, le travail peut aussi bien se faire ici comme à Rangueil. C'est un service de proximité, d'échange important pour toute une population. Les cinq personnes affrétées remplissent parfaitement ce rôle.»** Affirme Séverine Bolognesi-Fourcade, secrétaire adjoint du syndicat CGT.

Comme pour Joseph Bacou, Castanéen de longue date, ils sont nombreux à avoir appris cette décision avec étonnement et incompréhension. **«Je me rends à la trésorerie pour divers renseignements. Comment je vais faire, à mon âge, pour me rendre à Toulouse ? Il faut garder ce service public à Castanet.»**

La réunion du 22 septembre du comité d'administration avec les organisations syndicales promet d'être tendue.

Forts du nombre impressionnant de mécontents, ils espèrent faire revenir la direction sur cette décision dont l'Isle en Dodon en fait également partie. **«C'est une phase de concertation, nous n'avons rien d'officiel, mais il faut rester mobiliser.»** D'autres manifestations sont prévues, tout le monde (usagers, élus, agents) parlent le même langage.